

# « Le débat public sur le nucléaire tient tantôt du café du commerce, tantôt du combat idéologique »

Stéphane Lauer, *Le Monde*, 19 septembre 2022

Qui imagine un seul instant le général de Gaulle polémiquer sur l'avenir de la filière nucléaire avec Marcel Boiteux (nommé patron d'EDF en septembre 1967) ? La question est anachronique, mais elle a le mérite de mettre en perspective la dispute surréaliste à laquelle viennent de se livrer Emmanuel Macron et Jean-Bernard Lévy. Juste avant de céder les rênes de l'électricien national, ce dernier a accusé à mots à peine couverts le chef de l'Etat d'avoir participé au déclin de la filière nucléaire. Celle-ci traverse une passe difficile avec près de la moitié du parc de réacteurs à l'arrêt pour cause de maintenance, de corrosion et de malfaçons. Au cœur de la passe d'armes, la fermeture de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin) en 2020, décidée huit ans plus tôt par François Hollande, mais mise en œuvre par Emmanuel Macron. L'épisode est symptomatique du malaise qui hante le nucléaire français et de l'incapacité à débattre objectivement de la place qu'il doit occuper dans notre bouquet énergétique. Face à l'inconstance du pouvoir politique, la filière est déboussolée et impréparée à prendre les bonnes décisions. Quant au débat public, il tient tantôt du café du commerce, tantôt du combat idéologique, sans jamais pouvoir faire émerger un diagnostic qui permettrait aux Français de se forger une opinion raisonnable sur un sujet crucial, au moment où la lutte contre le réchauffement climatique se double d'une crise énergétique sans précédent. « *Il est très compliqué d'obtenir la photographie complète du sujet, puisque, suivant son point de vue, chacun n'utilise que les arguments allant dans un sens en fonction de ses propres a priori* », résume Christian de Perthuis, directeur de la chaire Economie du climat à l'université Paris-Dauphine.

## Personne n'assume

L'exemple vient d'en haut, dit-on. Voire. Fessenheim n'est que la triste illustration de l'absence de vision du politique. La fermeture d'une centrale est une décision lourde et de long terme, qui doit être prise sur des critères scientifiques et économiques, pas à l'aune d'un accord politicien que l'élection suivante ou la démission soudaine d'un ministre rendra caduc quelques mois plus tard. Aujourd'hui, personne n'assume et chacun se renvoie la balle. Après les atermoiements sur la relance de la filière s'impose désormais le fait du prince, avec un chef de l'Etat qui annonce la construction de nouveaux réacteurs sans avoir débattu du sort du parc existant, du choix de la technologie et de l'intégration du projet dans une vision européenne de l'énergie. Le président doit fixer le cap, mais est-ce son rôle de déterminer ex abrupto de combien de réacteurs le pays a besoin avant une large consultation ? La méthode n'aide pas à apaiser un dialogue déjà passablement sous tension. Le débat se résume de plus en plus à un bruit médiatique où chacun assène ses vérités, tente de discréditer le camp d'en face avec plus ou moins de bonne foi. Au lieu de réfléchir à la façon d'articuler les énergies renouvelables avec le nucléaire, on ne cesse d'opposer les deux. D'un côté, les pronucléaires sont incapables de s'interroger sur la dimension « pilotable » du nucléaire, c'est-à-dire la capacité à solliciter la puissance installée selon le bon vouloir de l'opérateur. Quand la moitié du parc est à l'arrêt et que des aléas climatiques comme la sécheresse menacent l'alimentation en eau des centrales, peut-on encore parler d'énergie « pilotable » ? Quant au coût réel du nucléaire, la filière fait preuve d'un manque de transparence suspect. Lassés de prendre les coups d'une opposition antinucléaire organisée et efficace, les « pros » ont fini par adopter les mêmes méthodes. L'émergence d'une influenceuse du nucléaire comme le mannequin brésilien Isabelle Boemeke en dit long. Mais ce que la cause gagne en glamour sur TikTok, ne risque-t-elle pas de le perdre en crédibilité ? A l'autre bout du spectre, les écologistes se crispent. Depuis que le GIEC affirme que le nucléaire fait partie de la solution pour lutter contre le réchauffement climatique, beaucoup ont du mal à sortir d'un manichéisme confortable faisant de cette énergie le mal absolu, sans jamais prendre en compte qu'entre 1971 et 2020

elle a évité les émissions de 70 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>, selon [l'International Energy Agency](#).

## Troubler l'ordre établi

« Dès lors qu'on se dédouane de l'obligation de s'instruire, les débats en cours sont des histoires d'affects, chacun aimant ou n'aimant pas telle énergie à partir de son halo symbolique », explique le physicien et philosophe Etienne Klein. Ces affects tiennent pour une part à l'histoire. Dans son livre sur la naissance de la filière nucléaire française, *Le Rayonnement de la France* (Editions Amsterdam, 2014), l'historienne américaine Gabrielle Hecht n'hésite pas à parler d'un sujet « *identitaire* » lié à la reconstruction après la défaite de 1940, capable de véhiculer nos peurs et nos fantasmes, nos espoirs de rebond comme nos angoisses de déclassement. La façon dont l'opposition au nucléaire s'est construite donne également des clés pour comprendre pourquoi il est si difficile de parler nucléaire de façon objective. « *Nous avons choisi le combat nucléaire parce qu'il offrait toutes les apparences d'un bon combat, parce qu'on y croyait, bien entendu, mais aussi parce qu'il y avait en face EDF : choix symbolique* », explique le psychosociologue Serge Moscovici, l'un des fondateurs du mouvement écologiste. Chez les « anti » ne s'exprime pas seulement la volonté de lutter contre une technologie réputée mortifère, mais aussi la volonté de troubler l'ordre établi et de déstabiliser l'institution. « *Ce qui est troublant, c'est que le débat reste figé dans des termes posés il y a cinquante ans, sans tenir compte de ce qui s'est passé entre-temps* », regrette Cécile Maisonneuve, conseillère auprès du centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales. Dès le 27 octobre et pendant quatre mois, les Français auront la possibilité de donner leur avis sur le nucléaire dans le cadre de [la Commission nationale du débat public](#). D'ici là, ils peuvent méditer sur l'aphorisme du philosophe Friedrich Nietzsche : « *Les convictions sont des ennemis de la vérité plus dangereux que les mensonges.* »

# EDF ou l'histoire d'une débâcle française

Incertitudes politiques et difficultés technologiques ont contribué à la débâcle industrielle que connaît l'énergéticien français. Luc Rémont, qui succédera prochainement à Jean-Bernard Lévy à la tête de l'opérateur historique, est prévenu. [Isabelle Chaperon](#), LM, 29 septembre 2022

Le réveil est brutal. Les ménages français vivaient dans la douce illusion que l'électricité bon marché produite par les centrales nucléaires d'EDF les protégerait des turbulences provoquées par la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement en énergie. C'était même l'occasion de montrer la supériorité du modèle français, fondé sur la souveraineté nationale, par opposition à nos voisins allemands, qui avaient tout misé sur le gaz russe. Mais rien ne s'est passé comme prévu.

L'arrêt de 26 réacteurs nucléaires sur 56 dans le parc d'EDF rend la France vulnérable aux pénuries de courant et place l'opérateur au cœur des critiques. [L'une des premières missions du futur patron de l'opérateur, Luc Rémont, choisi par l'Elysée jeudi 29 septembre](#), sera de relancer la production. En 2005, année de son entrée en Bourse, EDF produisait environ 430 térawattheures d'électricité (TWh) d'origine nucléaire ; en 2022, il table sur 280 à 300 TWh. Ce camouflet industriel s'ajoute aux déboires essuyés par la filière nucléaire française pour construire de nouvelles centrales de troisième génération (EPR).

Qui blâmer ? Les dirigeants d'EDF ou ceux d'Areva – le frère ennemi défaillant –, l'exécutif, les écologistes, ou Bruxelles et son libéralisme échevelé ? Communistes et Républicains réclament l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur le nucléaire pour faire la lumière sur ce désastre. Alors qu'il suffit d'avoir lu Agatha Christie : « *EDF, c'est Le Crime de l'Orient-Express. Tout le monde est coupable* », tranche un ancien de Bercy qui a souhaité rester anonyme, comme la plupart des grands témoins sollicités.

## Les monnayages des écologistes

Pour Olivier Marleix, président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale, le grand coupable, c'est François Hollande, qui a promis, en vue de son élection à la présidence de la République, en 2012, de réduire la part du nucléaire

dans la production d'électricité de 75 % à 50 % à l'horizon 2025. « *Nous avons une technologie en or, qui nous assurait une énergie propre et bon marché, nous l'avons sacrifiée au nom d'un accord électoral Parti socialiste [PS]-Les Verts en 2011 : l'échange de quinze circonscriptions législatives contre la fermeture de vingt-quatre réacteurs nucléaires* », a attaqué M. Marleix, dans un entretien au quotidien *Le Figaro*, paru le 5 septembre.

Partout en Europe, depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les écologistes ont monnayé leur participation à des coalitions en échange d'une sortie du nucléaire : ce fut le cas en Allemagne en 1998, ou en Belgique en 2003. En 1997, déjà, le premier ministre (PS), Lionel Jospin, avait sacrifié le surgénérateur Superphénix sur l'autel d'un accord PS-Les Verts. En France, les Verts ont freiné le développement du « *nouveau nucléaire* » avec d'autant plus d'efficacité que la politique énergétique fut longtemps confiée au ministère de l'environnement.

Conséquence, fin 2007, lorsque le premier béton est coulé à l'EPR de Flamanville (Manche), il s'agissait du premier réacteur mis en chantier en France depuis seize ans. « *Le nucléaire est probablement la seule activité économique dont l'avenir est largement déterminé par l'opinion publique* », professait François Roussely, l'ancien patron d'EDF. En mars 2011, un an avant l'élection présidentielle de 2012, l'accident nucléaire de Fukushima, au Japon, fait basculer la perception de l'atome dans le monde.

La construction d'un second EPR à Penly (Seine-Maritime), annoncée par le président Nicolas Sarkozy en 2009, est alors repoussée sine die. Et M. Hollande s'attaque au parc installé (et vieillissant). En 2018, le président de la République, Emmanuel Macron, confirme la mise à l'arrêt de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin), promise par son prédécesseur, s'engageant à mettre sous cloche quatorze réacteurs dans l'Hexagone, avant son revirement à l'issue de son premier mandat. Lors du discours de Belfort, en février 2022, il promet au contraire la construction de six nouveaux réacteurs.

### **Une « équipe de France » qui vit mal**

Autant dire que l'actuel locataire de l'Élysée a pu se sentir visé par la pique de Jean-Bernard Lévy, désormais ex-patron d'EDF, qui a lâché lors d'une table ronde à l'université du Medef, le 29 août, à Paris : « *On a fermé deux [réacteurs]. (...) On nous a dit "préparez-vous à fermer les douze suivants". (...) On n'a pas embauché des gens pour en construire d'autres, on a embauché des gens pour en fermer.* » Un discours « *inacceptable* » et « *faux* », a tancé Emmanuel Macron, le 5 septembre, car, selon le président, EDF devait, dans tous les cas de figure, assurer la maintenance de ses installations...

Le salut, faute de programmes en France, aurait dû passer par l'export. Las, ce fut un désastre. Symbole de cet échec collectif, l'appel d'offres d'Abou Dhabi. Quand l'émirat décide, en 2008, de bâtir quatre réacteurs, la France part favorite. Un consortium regroupant Areva, Total et Engie (alors GDF Suez) se lance à l'assaut du « *contrat du siècle* ». EDF rejoint in fine « *l'équipe de France du nucléaire* » à la demande pressante de l'Élysée, qui pilote l'affaire, tant elle est jugée stratégique. Mais le groupe vit mal. Anne Lauvergeon, dirigeante d'Areva, et Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez, ne sont-ils pas les ennemis jurés du nouveau PDG d'EDF, Henri Proglio ?

Abou Dhabi choisira finalement, fin 2009, un consortium coréen. L'EPR français, nettement plus cher, pâtit des déboires rencontrés par Areva en Finlande. En décembre 2003, le groupe dirigé par « *Atomic Anne* », associé à l'allemand Siemens, a été retenu pour construire une centrale nucléaire « *clé en main* » de type EPR à Olkiluoto, dans l'ouest de la Finlande. Une folie. Areva n'a ni les plans ni les compétences. EDF ricane et réplique en lançant, en 2006, le projet de Flamanville 3 : nouvelle folie, l'électricien n'est guère plus prêt...

« *Cette course entre les deux entreprises françaises a conduit au lancement précipité des chantiers de construction de ces deux premiers EPR, sur la base de références techniques erronées et d'études détaillées insuffisantes* », assène la Cour des comptes, dans un rapport au vitriol, publié en juin 2020. L'institution accuse « *les administrations concernées* » de ne pas avoir joué leur rôle de vigie. En particulier, l'Etat actionnaire, qui détenait plus de 87 % d'EDF et d'Areva, a laissé prospérer entre les deux maisons une relation qualifiée de « *pathologique* » par les observateurs.

### **L'EPR, un enfant mal né**

Cette bride laissée trop lâche a coûté cher. Le réacteur d'Olkiluoto 3 a produit ses premiers mégawattheures (MWh) en mars 2022, avec douze ans de retard par rapport aux objectifs initiaux. Son coût est estimé à près de 9 milliards d'euros,

soit trois fois le montant prévu. L'Etat a dû restructurer Areva avant d'y injecter 4,5 milliards d'euros en 2017. Comme si le contribuable français payait pour l'électricité des Finlandais. Va-t-il également financer celle des Britanniques ? C'est la crainte qui a poussé Thomas Piquemal, alors directeur financier d'EDF, à démissionner en mars 2016.

Le dirigeant estimait déraisonnable que l'électricien prenne à sa charge autant de risques liés à la construction de deux EPR pour la centrale d'Hinkley Point, dans le sud-ouest de l'Angleterre. « *Qui investirait 70 % de son patrimoine sur une technologie dont nous ne savons toujours pas si elle fonctionne ?* », a-t-il expliqué par la suite aux députés. Trois EPR tournent actuellement dans le monde, un en Finlande et deux en Chine. Le chargement du combustible à Flamanville 3 est planifié pour juin 2023 (contre une mise en service prévue au départ en 2012).

Selon le rapport de juin 2020 de la Cour des comptes, la facture globale du chantier (y compris les frais financiers) devrait atteindre 19 milliards d'euros (contre 3,2 milliards attendus). L'EPR est un enfant mal né. Ce fruit de la collaboration technologique entre Areva et Siemens, bénie par les politiques désireux de forger l'« *Airbus du nucléaire* », est passé sous les fourches Caudines des autorités de sûreté française et allemande, dont les exigences « *ne convergeaient pas toujours* », glisse une Cour des comptes amatrice de litote.

Cet « *empilement d'ingénieries d'inspirations différentes* », d'une effroyable complexité, n'a pas été remis en cause lorsque l'Allemagne s'est retirée du projet, en 1998. A ces difficultés initiales s'ajoute la défaillance des opérateurs, Areva – et sa filiale Framatome, reprise depuis par EDF – mais également l'électricien lui-même : le grand architecte ensemblier de la filière a perdu la main. Pour Jean-Martin Folz, l'ancien patron de PSA, chargé d'auditer la situation de Flamanville en octobre 2019, « *les outils et les méthodes de management indispensables à la gestion d'un projet de cette envergure n'ont pas été mis en place au lancement de celui-ci* ».

De l'absence d'un vrai chef de projet aux loupés des soudeurs, c'est la bérézina. Les concurrents, eux, critiquent « *l'arrogance* » du fleuron tricolore. « *C'est la maladie du monopole, EDF n'accepte pas ce qui vient de l'extérieur, il est dans sa bulle* », lâche l'un d'entre eux. De quoi expliquer en partie le climat délétère qui s'est installé avec l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). « *EDF n'a informé l'ASN de l'existence d'un écart au référentiel d'exclusion de rupture pour les soudures de traversées qu'en 2017, alors que ces éléments étaient connus depuis octobre 2013* », dénonce la Cour des comptes.

## **Bruxelles contre les monopoles**

Du côté du parc existant, enfin, la mauvaise surprise est venue d'un problème de « *corrosion sous contrainte* » détecté en décembre 2021 dans les circuits secondaires de la centrale de Civaux (Vienne). Cette rouille, « *totale et inattendue pour tous les experts* », a insisté M. Lévy lors d'une audition le 14 septembre à l'Assemblée nationale, a entraîné l'arrêt de quinze réacteurs, s'ajoutant aux dix en pause pour une maintenance classique. Plus un connaissant un « *arrêt fortuit* ».

« *Nous faisons face à un cumul inattendu d'activités, qui mobilise des compétences pointues et rares, de tuyauteurs, soudeurs, robinetiers, chaudronniers...*, a expliqué le PDG. *Ce déficit de compétences affecte notre capacité à réparer au rythme que nous souhaiterions.* » Sébastien Menesplier, secrétaire général de la puissante fédération CGT Mines-Energie, déplore que « *80 % de la maintenance [soit] sous-traitée. C'est beaucoup trop* ». M. Menesplier reconnaît que l'électricien « *s'est reposé sur ses lauriers* », renvoie dos à dos les politiques « *de gauche, de droite et du milieu* », mais, surtout, il en veut à Bruxelles.

« *La libéralisation est un échec. Elle a créé de la précarité et fait flamber les tarifs de l'électricité* », martèle le syndicaliste, qui appelle à « *enterrer les directives européennes encore plus profondément que des déchets nucléaires* ». La Commission européenne, dont le dogme fondateur repose sur la protection des consommateurs, n'a eu de cesse de casser les monopoles, EDF en tête. A partir de 1996, elle a imposé aux Etats membres une ouverture progressive à la concurrence de la production, du transport et de la distribution d'électricité.

Ce cheminement a culminé dans la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME), votée en 2010, qui oblige l'électricien à vendre chaque année environ un quart de sa production électrique à des fournisseurs alternatifs au prix d'environ 42 euros du MWh. Ce mécanisme, appelé Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh), devrait coûter 10 milliards d'euros au groupe en 2022. « *Il est faux de dire que l'Arenh a été mis en place à la demande de Bruxelles. Il y avait d'autres solutions pour ouvrir le marché français à la concurrence* », plaide Stéphane

Sorin, fondateur du groupement d'achat Collectif Energie.

*« Ce dispositif correspond à un choix politique des pouvoirs publics français, qui se sont toujours servis d'EDF pour protéger le consommateur et qui ne souhaitent pas toucher au parc du groupe »,* poursuit-il. Le fournisseur historique, en effet, a refusé de vendre des capacités de production, comme Enel l'a fait en Italie par exemple, afin de faciliter l'entrée de concurrents sur le marché français. Bruxelles, en particulier, presse la France depuis des décennies de mettre en concurrence ses concessions de barrages hydroélectriques gérés par EDF : un bras de fer qui dure toujours...